



Réduire le réchauffement climatique pour 1 % du PIB mondial

Le monde a besoin de 515 milliards de dollars par an d'investissements dans les énergies propres et ce jusqu'en 2030, sans quoi les émissions de CO₂ atteindront des niveaux très préoccupants, prévient un rapport publié à Davos par le Forum économique mondial (WEF). Si au moins 515 milliards de dollars ne sont pas investis chaque année dans les énergies propres entre aujourd'hui et 2030, les émissions de CO₂ atteindront un niveau dont les experts craignent qu'il soit intenable", expliquent les auteurs du rapport. Un tel niveau pourrait avoir pour conséquence une "augmentation de 2 degrés de la température de la planète", ajoutent-ils.

Les auteurs de l'étude mettent ainsi l'accent sur la nécessité de modifier les modes de consommation en énergie des infrastructures mondiales. L'éolien terrestre et offshore, le solaire photovoltaïque, l'éthanol à base de sucre, de cellulose ainsi que les nouvelles générations de biocarburants représentent à cet égard de bonnes pistes. Ces nouvelles énergies devraient bénéficier d'importants investissements qui permettront de répondre à deux menaces : "l'insécurité énergétique et les changements climatiques", insiste le rapport. Potentiellement, ils peuvent générer "un retour économique significatif", stimulant en ces temps de crise, ajoute-t-il précisant que les 90 plus grandes entreprises mondiales d'énergie renouvelables ont été épargnées par la crise.

Un autre rapport publié par le cabinet de conseil McKinsey le 26 janvier précise que 530 milliards d'euros devront être investis dans le monde d'ici à 2020 pour réduire les émissions de CO₂ de 70 %, et 810 milliards d'euros avant 2030. Il souligne néanmoins qu'une action immédiate et transversale reste indispensable, car les émissions de CO₂ continuent d'augmenter. Selon cette étude, il est possible de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, pour un coût total de moins de 1 % du PIB mondial si des actions sont rapidement menées dans différents secteurs.

Le rapport identifie trois principaux secteurs dans lesquels les émissions pourraient être réduites de manière rentable. La plus importante réduction, 14 gigatonnes (Gt), soit 40 % du potentiel global, pourrait être atteinte en concevant des véhicules, des appareils domestiques et des bâtiments moins gourmands en énergie. Dans ces secteurs, le retour sur investissement se ferait au fur et à mesure, lit-on dans le rapport.

Le secteur de l'électricité peut également générer un tiers des économies (12 Gt) en passant aux énergies vertes, comme le vent, le soleil et les biocarburants, ainsi qu'en installant des systèmes de captage et de stockage de carbone dans les centrales au charbon, explique le rapport.

De plus, des économies de la même échelle pourraient être réalisées en stoppant la déforestation dans les pays en développement et en stimulant l'absorption naturelle du carbone via des activités de reforestation. En outre, l'étude identifie d'autres secteurs significatifs pour la diminution d'émissions, tels que le CSC en dehors du secteur des centrales électriques ainsi que des procédés de fabrication moins consommateurs d'énergie. Le rapport souligne l'importance des changements de mode de vie.

Le texte ne formule aucune recommandation politique sur la base de ces conclusions, mais les représentants des entreprises qui y ont contribué ainsi que les ONG présentes lors du lancement du rapport se sont accordés sur le fait qu'il constituait une base solide pour un accord international sur le climat.

Le commissaire européen Stavros Dimas, a salué les résultats de l'étude, la qualifiant de contribution opportune au processus de Copenhague. Il a indiqué que ce document permettrait aux décideurs de prendre en compte les instruments appropriés dans les différents secteurs et fournirait de précieuses analyses aux dirigeants mondiaux, lors de la négociation d'un accord international, qui, selon lui, devra inclure des mécanismes de financement efficaces pour financer les réductions d'émission nécessaires.

Selon Per-Anders Enkvist, du bureau McKinsey&Co, les auteurs de l'étude considèrent qu'il est possible de maîtriser les investissements nécessaires pour atteindre les réductions d'émissions d'ici à 2030. "Nous ne pensons pas que la crise financière actuelle aura un impact", a-t-il déclaré. Le directeur général du WWF, James Leape, a indiqué que l'étude fournissait un fondement factuel plus rigoureux que ce qui a pu être fait auparavant. Selon lui, un accord à Copenhague devra inclure des plafonds agressifs sur les émissions des pays industrialisés, tout comme un mécanisme robuste pour garantir que les pays en développement disposent des moyens financiers pour contrôler l'augmentation de leurs émissions.

En outre, il a mis l'accent sur les implications de l'étude quant au paquet de relance élaboré aux quatre coins du monde en réponse à la crise financière. Selon lui, les résultats ont montré que les investissements dans l'infrastructure devraient être destinés à l'amélioration de l'efficacité énergétique et devraient diminuer le prix des énergies renouvelables, posant le fondement d'une économie à faibles émissions de CO₂ et créant des emplois en parallèle.

Le Carbon Trust a salué le fait que le rapport constitue une information précieuse pour les négociations internationales sur le climat. Ce travail montre que la réduction de carbone peut être favorable aux entreprises, mais souligne également que le succès en matière de climat revient à refuser un cloisonnement dans des infrastructures consommatrices de carbone, en particulier en ce qui concerne les centrales électriques et l'industrie. "Des actions nationales et internationales sur les développements technologiques seront également vitales pour adopter une économie à faibles émissions de CO₂ avant 2050", a déclaré le directeur général du Trust, Tom Delay.